

Communiqué de l'AURDIP suite à la censure par Sciences Po d'une conférence sur l'Apartheid israélien

20 mars 2019



L'AURDIP apporte son soutien aux étudiants de Sciences-Po, victimes une fois de plus de la censure qui frappe toutes les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien, et toutes les tentatives de montrer au grand jour les violations journalières des droits de l'homme qui découlent de l'occupation militaire et de la colonisation en Cisjordanie, du blocus criminel imposé à la bande de Gaza, et de l'apartheid maintenant officiel contre la population arabe d'Israël. Elle apporte également son soutien aux étudiants des universités qui tentent d'organiser des conférences pour informer de la situation et qui se heurtent au refus des présidents et des directeurs d'établissements. Nous nous doutons bien que ceux-ci cèdent à des pressions venues de plus haut, et que c'est une manière pour le gouvernement français d'apporter son soutien à la politique coloniale et guerrière du gouvernement israélien. Dans les universités comme dans la rue, il démontre sa déconnexion de la jeunesse étudiante et de l'opinion publique, et il tente d'empêcher un

débat qui tournerait à sa confusion.

Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)

Communiqué de l'association « L'intersection » des étudiants de Sciences Po Paris : « Sciences Po censure une conférence sur l'Apartheid Israélien »

Pour la troisième année consécutive, l'Intersection, collectif antiraciste et anti-impérialiste de Sciences Po, organise un événement dans le cadre de l'Israeli Apartheid Week (IAW), une semaine internationale visant à dénoncer la situation d'apartheid et de colonisation en Israël. Le 20 mars devait se tenir une conférence sur le thème « Cesser d'armer le colonialisme », en présence de M^{me} Rania Madi, avocate et juriste palestinienne auprès des institutions internationales et membre du Badil (Centre de Ressources pour le droit à la Résidence et le droit des Réfugié-e-s palestinien-ne-s).

Cette conférence s'avère nécessaire et urgente dans le contexte actuel. En effet, la semaine dernière, un rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a mis en cause l'armée israélienne pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dans la répression sanglante de la « marche du retour », ayant fait 200 mort-e-s et des milliers de blessé-e-s. L'Etat raciste d'Israël, soutenu par les puissances occidentales au premier rang desquelles les Etats-Unis, a de plus adopté en juillet dernier la loi sur l'Etat-Nation Juif, faisant des Arabes en Israël des sous-citoyen-ne-s et créant de facto un état d'apartheid comparable à celui existant en Afrique du Sud avant 1994.

Après avoir reçu l'aval de Sciences Po pour l'organisation de l'événement, les organisateurs-rices ont reçu lundi un mail de l'administration annonçant l'annulation de l'événement par Sciences Po. Interpellée en Conseil de l'Institut (instance dirigeante) par les représentant-e-s étudiant-e-s, la direction a défendu sa décision. Nous avons été ensuite reçu-e-s par plusieurs membres de la direction, accompagné-e-s de représentant-e-s de l'UNEF et de Solidaires étudiant-e-s. L'administration s'est contredite à de nombreuses reprises, entre les différents responsables, et a maladroitement avancé plusieurs raisons, à savoir une récupération de l'événement par la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), le risque de dérapages antisémites lors de l'événement et l'impossibilité d'en assurer la sécurité.

Le procès en proximité avec le BDS est fallacieux : d'une part, l'Intersection, association membre de Sciences Po, organise elle-même son événement dans le cadre de l'IAW. D'autre part, dans une école qui se réclame du débat de la liberté d'expression, la proximité avec une campagne internationale comme le BDS ne peut justifier une interdiction. L'injonction au débat contradictoire nous paraît aussi bien hypocrite, tant Sciences Po a l'habitude d'accueillir des événements à l'orientation politique claire : qu'il s'agisse d'Alain Finkielkraut, de Florian Philippot ou de membres du gouvernement, on excuse bien des invité-e-s, sans la moindre contradiction. L'école accueille régulièrement une parole réactionnaire, et applique de fait un double-standard pour les organisations antiracistes.

L'instrumentalisation d'un risque de propos antisémites est également problématique. En effet, l'Intersection, association antiraciste, se montre intraitable sur la question de l'antisémitisme, il est grave de la part de l'administration de présumer que notre association et notre invitée laissent place à de tels propos, à l'encontre de notre ligne politique. Lors de l'arrivée du Front National ou de Sens Commun à Sciences Po, cette même direction avait insisté sur l'impossibilité d'annuler a priori un événement alors que ces deux groupes sont connus et ont été condamnés pour des actes et propos racistes, sexistes et homophobes. Double-standard, encore.

Enfin, l'argument sécuritaire, arbitraire s'il en est, nous fait bien sourire, car l'école s'est montrée à de nombreuses reprises capable de mobiliser ses agents de sécurité quand il s'agit de dictateurs étrangers, malgré les menaces. Si des pressions ont été reçues par Sciences Po, le refus de mobiliser les moyens nécessaires à assurer le bon déroulé de l'événement montre un double-standard concernant quel événement doit pouvoir se tenir ou non. En faisant le choix de céder à ces pressions, l'école fait un choix politique, celui de refuser l'expression des voix palestiniennes contre ceux qui veulent les faire taire.

L'annulation d'une conférence dénonçant l'apartheid en Israël envers le peuple palestinien, pourtant organisée en respect des règles de l'école révèle bien la volonté de faire taire ceux qui dénoncent la politique coloniale israélienne. Cette interdiction est un acte de censure idéologique et politique. Prétendant adopter une posture de neutralité, Sciences Po silencie et invisibilise les crimes que cette conférence voulait dénoncer. Sa duplicité s'est d'ailleurs également illustrée par la forte répression subie il y a quelques jours par des étudiants-e-s du campus de Dijon qui s'opposaient à la venue de l'ambassadrice d'Israël dans le cadre d'une conférence (sans débat contradictoire...).

C'est pourquoi nous vous invitons mercredi 20 mars à 19h au 96 Boulevard Raspail, dans les locaux des étudiant-e-s de l'EHESS, puisque Sciences Po refuse d'accepter en ses murs une dénonciation du colonialisme et un appel pour la liberté du peuple palestinien.

L'Intersection

Soutiens : Solidaires Etudiant-e-s Sciences Po, Unef Sciences Po, Liste Syndicale des Doctorant-e-s, Garçons Collectif Féministe

Lire aussi : [Sur le site de l'AURDIP](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Communique-de-l-AURDIP-suite-a-la-censure-par-Sciences-Po-d-une-conference-sur>